



*Maître d'Ouvrage :*

**DRAC BRETAGNE**  
6 rue du Chapitre  
35044 RENNES Cedex

**MISE EN ŒUVRE DE LA SCENOGRAPHIE DU TRESOR**  
**Cathédrale de Vannes**  
**28 rue des Chanoines**  
**56000 VANNES**

*PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION de SECURITÉ*  
*et de PROTECTION de la SANTÉ (PGCSPS)*

Commune	N° d'affaire	Indice	Date	Coordonnateur
Vannes	220121	A	03/03/2022	Nicolas POTIER
Gestion des indices				
Indice	Date	Motif	Par	

# Table des Matières

0.	PRÉAMBULE .....	4
0.1.	RÉGLEMENTATION ET TEXTES OFFICIELS .....	4
0.2.	LISTE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE P.G.C. ....	4
1.	RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF CONCERNANT LE CHANTIER .....	5
1.1.	PRÉSENTATION DU PROJET .....	5
1.1.1.	Adresse, Situation et accès de l'opération.....	5
1.1.2.	Description sommaire des travaux .....	5
1.1.3.	Plans et Documents de référence.....	5
1.1.4.	Calendrier prévisionnel des travaux .....	5
1.1.5.	Liste des Lots.....	5
1.1.6.	Nombre prévisionnel d'entreprises et sous-traitants .....	5
1.1.7.	Effectif prévisionnel global .....	5
1.1.8.	Détermination du niveau du chantier.....	5
1.1.9.	Présentation du Maître d'Ouvrage et acteurs décisionnaires ou consultatifs.....	6
1.2.	COORDONNÉES DES ORGANISMES.....	6
1.2.1.	Organismes de prévention.....	6
1.2.2.	Organisme de secours.....	7
1.2.3.	Organismes administratifs .....	7
1.2.4.	Services concessionnaires.....	7
2.	MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER.....	8
2.1.	OBLIGATIONS DES ENTREPRISES TITULAIRES ET DES SOUS-TRAITANTS .....	8
2.1.1.	Les principales obligations de l'entrepreneur.....	8
2.1.2.	Principes généraux de prévention .....	8
2.1.3.	Visite d'inspection commune.....	9
2.1.4.	Rédaction et diffusion des plans de prévention SPS (PPSPS).....	9
2.1.4.1	Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour .....	9
2.1.5.	Principes de recensement des accidents du travail .....	9
2.1.6.	Identification des salariés et travailleurs détachés.....	10
2.1.7.	Réglementations préfectorales, locales.....	10
2.1.8.	Protection individuelle et collective .....	10
2.1.9.	Personnel intérimaire .....	10
2.1.10.	Documents à fournir par les entreprises : Dossier des Ouvrages Exécutés .....	10
2.2.	OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE .....	11
2.2.1.	Analyse et Recherche avant TRAVAUX .....	11
2.2.2.	Moyens et autorités du Coordonnateur SPS désigné par le Maître d'Ouvrage.....	11
2.3.	OBLIGATIONS DU COORDONNATEUR SPS .....	11
3.	MESURES DE COORDINATION DE LA SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ.....	12
3.1.	INSTALLATION COMMUNE ET MISE EN PLACE DU CHANTIER .....	12
3.2.	Gestion des Déchets .....	12
3.3.	VOIES OU ZONES DE DÉPLACEMENTS HORIZONTALES.....	13
3.3.1.	Zone de stationnement.....	13
3.3.2.	Gestion du trafic .....	13
3.3.3.	Voies de circulation horizontale .....	13
3.4.	LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX ET MATÉRIELS .....	13
3.4.1.	Utilisation de nacelles, treuils, palans, etc.....	13
3.4.2.	Manutentions manuelles.....	14
3.5.	DELIMITATION ET AMÉNAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX .....	14
3.5.1.	Zone de stockage .....	14

3.6.	PROTECTIONS COLLECTIVES ET ACCES PROVISOIRES .....	14
3.6.1.	Protections collectives .....	14
3.6.2.	Échafaudages .....	15
3.6.3.	Protections des circulations de personnel .....	15
3.6.4.	Détermination des responsabilités .....	15
3.7.	INSTALLATIONS ELECTRIQUES PROVISOIRES .....	16
3.7.1.	Installations électriques .....	16
3.7.2.	Registre de vérification et maintenance .....	16
3.8.	MESURES PRISES EN MATIERES D'INTERACTION SUR LE SITE .....	16
3.8.1.	Généralités .....	16
3.8.2.	Permis de feu .....	17
3.8.3.	Chutes d'objets .....	17
3.8.4.	Coactivité des tâches .....	17
4.	LES SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTÉRIEUR OU A PROXIMITÉ DESQUELLES EST IMPLANTÉ LE CHANTIER.....	18
4.1.	GENERALITES .....	18
4.2.	INTERFÉRENCES A PROXIMITÉ DU SITE.....	18
4.3.	RÈGLES PARTICULIÈRES DE SÉCURITÉ POUR CES TRAVAUX.....	18
5.	MESURES PRISES POUR ASSURER LA SALUBRITÉ ET LE BON ORDRE DU CHANTIER.....	19
5.1.	MESURES GENERALES.....	19
5.2.	CANTONNEMENT.....	19
5.3.	Réseaux divers .....	19
5.4.	Contrôle d'accès.....	19
5.5.	MESURES EXCEPTIONNELLES COVID-19 .....	19
6.	PROCEDURES D'ORGANISATION DES SECOURS.....	20
6.1.	CONSIGNES DES PREMIERS SECOURS.....	20
6.2.	MOYENS DE PREMIERS SECOURS .....	20
6.3.	OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE.....	20
6.4.	CONDUITE A TENIR EN PRESENCE D'UN BLESSE .....	20
6.5.	LISTE DES SECOURISTES PAR ENTREPRISES.....	20
6.6.	LISTE DU MATERIEL DE PREMIERS SECOURS PAR ENTREPRISE .....	20
6.7.	MESURES PREVUES POUR L'EVACUATION RAPIDE D'UN BLESSE .....	21
6.8.	AFFICHAGE OBLIGATOIRE REGLEMENTAIRE .....	21
7.	MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES .....	23
7.1.	MODALITES D'ETABLISSEMENT ET DE VALIDATION DES PLANS PARTICULIERS POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS).....	23
7.2.	GESTION DES SOUS-TRAITANTS.....	24
7.3.	ELEMENTS CONSTITUTIFS DU DOSSIER DES INTERVENTIONS ULTERIEURES (DIUO).....	24

## 0. PRÉAMBULE

Cette opération sera réalisée en prenant en compte la réglementation sur l'Hygiène, la Santé et la Sécurité sur les chantiers de bâtiment, de génie civil et de Travaux Publics.

Le présent Plan Général de Coordination est établi en application de la Loi n° 93.1418 du 31 Décembre 1993, du décret 94.1159 du 26 décembre 1994, et des décrets en découlant. Ces textes modifient les dispositions du code du travail applicables aux opérations dans le B.T.P.

La décomposition ci-dessous de la mission de Coordination Sécurité Santé (SPS) permettra à chacun des intervenants de mieux comprendre ces obligations concernant cette réglementation.

### 0.1. RÉGLEMENTATION ET TEXTES OFFICIELS

#### *Textes officiels*

*Loi n° 93.1418 du 31/12/1993* (modificatif des dispositions du Code du Travail pour assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs du BTP).

*Décret n° 94.1159 du 26/12/1994* (dispositions particulières relatives à la coordination de Sécurité Santé pour certaines opérations de Bâtiment et Génie Civil)

*Décret n° 95-607 et 95-608 du 6/5/1995* (Travailleurs indépendants et leurs employeurs)

*Décret n° 2003-68 du 26/01/2003* (modification de la Coordination SPS).

*Arrêté du 25/02/03* (liste des travaux à risques particuliers).

*Décret n° 95-543 du 4/5/1995* (CISSCT).

*Décret n° 2003.68 du 24/1/2003* concernant les prescriptions relatives à la modification de la coordination de sécurité dans le B.T.P.

*Arrêté du 25/02/2003* énonçant la liste des travaux à risques particuliers.

*Circulaire n° 96.5 du 10 avril 1996* (rappel des caractéristiques de la transposition de la directive européenne 92/57 CEE).

(Liste non limitative...)

### 0.2. LISTE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE P.G.C.

<b>SPS</b>	Sécurité et Protection de la Santé
<b>RJ</b>	Registre Journal de Coordination
<b>PGC</b>	Plan Général de Coordination
<b>PPSPS</b>	Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
<b>DIUO</b>	Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage
<b>DDETS</b>	Inspection du Travail
<b>CARSAT</b>	Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé du Travail
<b>OPPBTP</b>	Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics

## **1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF CONCERNANT LE CHANTIER**

### **1.1. PRÉSENTATION DU PROJET**

#### **1.1.1. Adresse, Situation et accès de l'opération**

Cathédrale de Vannes

28 rue des Chanoines 56000 VANNES

#### **1.1.2. Description sommaire des travaux**

Les travaux ont pour objet la mise en place de vitrines destinées à accueillir les objets du trésor de la cathédrale de Vannes.

#### **1.1.3. Plans et Documents de référence**

Pour pouvoir rédiger ce Plan Général de Coordination, le Coordonnateur SPS s'est servi du dossier DCE de 2020 / 2021.

#### **1.1.4. Calendrier prévisionnel des travaux**

Délai : 5 mois

#### **1.1.5. Liste des Lots**

Lot 1 - Soclage

Lot 2 - Production et équipements audio-visuels

Lot 3 - Impression

Lot 4 - Agencement

Lot 5 - Eclairage

#### **1.1.6. Nombre prévisionnel d'entreprises et sous-traitants**

5 entreprises.

#### **1.1.7. Effectif prévisionnel global**

Effectif moyen prévisionnel : 4 personnes.

#### **1.1.8. Détermination du niveau du chantier**

**Rappel :**

**Niveau 3 inférieur à 500 hommes / jours**

**Niveau 2 supérieur à 500 hommes /jours mais inférieur à 10 000**

**Niveau 1 supérieur à 10 000 hommes / Jours**

Calcul du niveau sécurité du chantier :

Durée = 5 mois = 100 jours travaillés

Effectif moyen estimé = 4

Hommes jour estimé = 400 = hommes / jours

Au regard du volume Hommes -jours, le chantier est classé en 3<sup>ème</sup> catégorie au sens de l'article **R.4532-1** du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

### 1.1.9. Présentation du Maître d'Ouvrage et acteurs décisionnaires ou consultatifs

#### Maître d'Ouvrage

**DRAC BRETAGNE**

**Monsieur Thierry FOUGERES**

6 rue du Chapitre

35044 RENNES Cedex

Tél : 02 99 29 67 44

✉ [thierry.fougeres@culture.gouv.fr](mailto:thierry.fougeres@culture.gouv.fr)

#### Maitrise d'œuvre

**ASA Architectes**

6 rue Beaurepaire

75010 PARIS

Tél : 01 42 46 92 77

#### Coordonnateur SPS (Conception/Réalisation)

**ATAE**

#### Siège social

12 avenue Jules Verne – Bâtiment B

44230 SAINT SEBASTIEN SUR LOIRE

Tél. : 02 51 71 93 30

✉ [sps44@atae.fr](mailto:sps44@atae.fr)

#### Bureau de Vannes

**Monsieur Nicolas POTIER**

Parc Pompidou CP 3409

56000 VANNES

Tél : 06 75 49 27 81

✉ [npotier@atae.fr](mailto:npotier@atae.fr)

#### Entreprises

non connues à ce jour

## 1.2. COORDONNÉES DES ORGANISMES

### 1.2.1. Organismes de prévention

Organisme et Représentant	Adresse	N° Tél
<b>DDETS du Morbihan</b> Inspection du travail	Parc Pompidou Rue de Rohan CS 13457 56034 VANNES Cedex	02 97 26 26 26
<b>CARSAT Pays de la Loire</b> <b>Contrôle de sécurité</b>	10 rue Anita Conti 56000 VANNES	09 71 10 39 60
<b>OPPBTP Agence Bretagne</b>	18-20, rue Bahon-Rault 35000 RENNES	02 9 38 29 88

**1.2.2. Organisme de secours**

Organisme	Adresse	N°Tél
<b>POMPIERS</b>		<b>18</b>
<b>GENDARMERIE</b>		<b>17</b>
<b>S.A.M.U.</b>		<b>15</b>
<b>N° d'Urgence dans toute l'Europe</b>		<b>112</b>
<b>Centre des Grands Brûlés Vannes</b>	<b>Centre Hospitalier Bretagne Atlantique</b> 20 bd Gl Maurice Guillaudot BP 70555 56017 VANNES	02 97 01 41 41
<b>HOPITAUX</b>	<b>Centre Hospitalier Bretagne Atlantique</b> 20 bd Gl Maurice Guillaudot BP 70555 56017 VANNES	02 97 01 41 41
<b>CENTRE ANTI POISON</b>	Polyclinique de Kério Kério CS 80040 56920 NOYAL PONTIVY	02 97 28 30 70
<b>CENTRE MAIN MORBIHAN</b>	11 rue Docteur Joseph Audic 56000 VANNES	02 90 99 58 00

**1.2.3. Organismes administratifs**

Mairie  
Place Maurice Marchais  
56000 VANNES  
Tél. : 02 97 01 60 00

**1.2.4. Services concessionnaires**

Organisme et Représentant	Adresse	N° Tél
<b>Direction Départemental des Territoires</b>	1 allée du Général Le Troadec BP 520 56019 VANNES Cedex	02 97 68 12 00
<b>FRANCE TELECOM</b>	Urgence	10 13
<b>ERDF</b>	Dépannage électricité	09 726 750 56
<b>GRDF</b>	Urgence sécurité gaz (7j/7)	0 800 47 33 33
<b>Service de l'Eau Mairie de Vannes</b>		Urgence 24/24 0 800 210 580
<b>METEO NATIONALE</b>	Prévisions à 5 jours	08 36 68 12 34

## 2. MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER

### 2.1. OBLIGATIONS DES ENTREPRISES TITULAIRES ET DES SOUS-TRAITANTS

Toutes les entreprises devront pouvoir fournir les titres d'habilitation de leur personnel exécutant. Ces dispositions sont applicables à tous les sous-traitants et fournisseurs des entreprises intervenantes dont elles sont directement responsables.

#### 2.1.1. Les principales obligations de l'entrepreneur

Les principales obligations des entreprises désignées par le Maître d'Ouvrage :

- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention, en phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves. Art. L.4121-1 à L.4121-5, L.4531-1, L.4531-2 et L.4534-1
- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention, inspection du travail, CARSAT et OPPBTP (pour le lot Gros Œuvre ou lot Gros œuvre ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au Maître d'Ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage - Art. L.4532-9 et R.4532-57 à 76
- Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie. - art. L.4532-10 à L.4532-15 et L.4532-80 à 94.
- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS - Art. L.4531-1 à L.4531-18
- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux - Art. R.4532-38
- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS - Art. R.4532-95
- Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le Maître d'Ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

#### 2.1.2. Principes généraux de prévention

- ***Éviter les risques ;***
- ***Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;***
- ***Combattre les risques à la source ;***
- ***Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production ;***
- ***Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;***
- ***Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;***
- ***Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;***
- ***Prendre les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;***
- ***Donner les instructions appropriées aux travailleurs.***



### 2.1.3. Visite d'inspection commune

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant

La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS, en application de l'article R.4532-13.

**L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.**

Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :

- Les consignes à observer et à transmettre,
- Les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.

### 2.1.4. Rédaction et diffusion des plans de prévention SPS (PPSPS)

**Les entreprises désignées par le Maître d'Ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier, en application des articles L.4532-8 et L.4532-9.**

Les modes opératoires intégrant les mesures de sécurité envisagées :

Nous rappelons à l'entrepreneur de l'obligation de faire signer son PPSPS par ses employés afin qu'il respecte scrupuleusement les règles inscrites.

Le PPSPS doit être sur site avec les employés.

Le PPSPS peut être diffusé par mail au CSPS.

Le PPSPS de l'entreprise titulaire DOIT être diffusé à l'ensemble de ses sous-traitants.

Le PPSPS spécifique à chaque chantier doit être gardé 5 ans par l'entreprise.

**En cas d'absence de visite d'inspection commune et/ou de non remise du PPSPS avant le démarrage de ses travaux, en accord avec le Maître d'ouvrage, une pénalité de 200 euros par jours calendaire depuis le début de ses travaux sera appliquée à l'entreprise.**

#### 2.1.4.1 Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour

Le Coordonnateur SPS peut formuler des observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire, en application de l'article R.4532-48

Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'œuvre et aux entreprises concernées.

Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.

### 2.1.5. Principes de recensement des accidents du travail

**Chaque entreprise titulaire transmettra immédiatement au Coordonnateur SPS tout accident du travail en prenant en compte les travaux sous-traités survenus sur le chantier.** Tout accident fera

à partir des éléments précis fournis par l'entreprise l'objet d'une analyse du CSPS et de l'entreprise. Des solutions concrètes et les corrections nécessaires seront mises en place par l'ensemble des acteurs afin que ce type d'accident ne se reproduise plus.

### 2.1.6. Identification des salariés et travailleurs détachés

En application des dispositions du décret 2016-175 du 23 février 2016, le titulaire du marché est tenu d'assurer l'identification des personnels qu'il utilise sur le chantier.

**Chaque personne présente sur le site (y compris sous-traitante) a l'obligation de porter de manière visible sa carte PRO du BTP ou d'avoir un vêtement de travail indiquant son nom et celui de son entreprise.**

Tout travailleur détaché devant intervenir sur le chantier devra dument être indiqué au maître d'ouvrage Maitrise d'œuvre et CSPS

### 2.1.7. Réglementations préfectorales, locales

Tout intervenant devra se renseigner des réglementations en vigueur auprès des organismes du lieu du chantier, définir les plans de circulations et faire les demandes d'arrêtés nécessaires.

### 2.1.8. Protection individuelle et collective

Chaque entreprise est totalement responsable de l'organisation de la sécurité et de la protection, de son personnel en cas d'intervention sur un secteur ou zone non protégé ou à risque.

En cas de situation de danger grave et imminent, toute personne se doit de faire suspendre les travaux ou l'opération en cours jusqu'à la suppression du ou des dangers évidents.

***Le délit de mise en danger ou de non-assistance, est sévèrement puni par la loi.***

Toutes les entreprises intervenantes utiliseront un personnel habilité, formé et compétent.

Le port EPI est obligatoire.

Les escabeaux doivent comporter une plate-forme de travail avec garde-corps périphérique.

**Pour rappel les échelles ne sont pas des postes de travail**

Les travaux en hauteur seront réalisés sous protections collectives.

Ces protections seront propres aux risques de l'activité de l'entreprise, mais aussi doivent tenir compte des risques importés émanant des entreprises en Coactivité.

Les employés des entreprises s'engagent à respecter le PGC ci-dessous ainsi que le PPSPS de leur entreprise.

### 2.1.9. Personnel intérimaire

Les entreprises utilisatrices de personnel intérimaire, devront s'assurer :

- De l'aptitude du personnel à effectuer le travail qui lui sera confié.
- Que le certificat d'aptitude médicale ait bien été délivré et est valide.
- De la validité de la carte de séjour ou de travail.
- Que le personnel est formé à la sécurité

### 2.1.10. Documents à fournir par les entreprises : Dossier des Ouvrages Exécutés

Le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage est prévu aux Articles **L.4532-16 et L.4532-18** de la loi du 31 décembre 1993 et **R.4532-95 et R.4532-96** du décret du 26 décembre 1994.

Le DIUO a pour objectif de faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures. Il est constitué par le coordonnateur à partir de données ou documents transmis par le Maître d'Œuvre et les Entreprises.

Ainsi, le coordonnateur rassemble sous bordereau tous les documents, tels que les Dossiers de Ouvrages Exécutés (DOE), plans et notes techniques de nature à faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

**IMPORTANT : Tous ces documents seront remis au Coordonnateur SPS au fur et à mesure de l'avancement du chantier, à la fin de l'intervention de l'entreprise sur le chantier et au plus tard 15 jours avant la réception des travaux.**

En cas de non remise du DOE par l'entreprise, en accord avec le Maître d'ouvrage, une pénalité de 500 euros sera appliquée.

## **2.2. OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE**

Le maître d'ouvrage fera les demandes de DT pour la conception du projet.

Le Maître d'ouvrage devra faire réaliser la viabilisation de la parcelle et l'amener des réseaux conformément à la réglementation en vigueur pour les installations de chantier (Article R4533-1)

### **2.2.1. Analyse et Recherche avant TRAVAUX**

Le maître d'ouvrage fera réaliser les recherches de matériaux contenant de l'amiante pour les ouvrages construits avant 1997 et plomb pour les ouvrages construits avant 1948 suivant la législation en vigueur.

### **2.2.2. Moyens et autorités du Coordonnateur SPS désigné par le Maître d'Ouvrage**

Le Maître d'ouvrage confère au Coordonnateur SPS autorité par rapport à l'ensemble des intervenants dans l'opération, entrepreneurs, sous-traitants, employeurs ou travailleurs indépendants. Cette autorité est limitée au domaine de la santé et de la sécurité des personnes, conformément au Code du Travail et règlements associés.

En cas de non-respect des règles définies dans le PGC et les PPSPS ne mettant pas en cause la vie d'autrui, le Coordonnateur SPS pourra mettre en demeure l'entreprise titulaire du marché de travaux de remédier sous les huit jours aux manquements constatés ; copie sera transmise au Maître d'ouvrage et Maître d'œuvre. Dans le cas de non mise en conformité dans le délai énoncé ci-dessus, le Coordonnateur SPS en informera par écrit le Maître d'ouvrage qui statuera sur l'arrêt ou non des travaux.

En cas de danger grave et imminent, le Coordonnateur SPS aura autorité pour arrêter les travaux d'une entreprise si les règles de sécurité définies par le PGC et les PPSPS, mettant en cause directement la sécurité ou la vie des ouvriers, ne sont pas respectées. Le Coordonnateur disposera alors d'un délai de 24 heures pour donner son feu vert au redémarrage des travaux après examen des mesures prises par l'entreprise. Le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre, seront tenus informés immédiatement, ainsi que le responsable de l'entreprise par mail de tout arrêt des travaux précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt.

Dans ces deux cas, une mention sera effectuée dans le Registre Journal de la Coordination SPS.

## **2.3. OBLIGATIONS DU COORDONNATEUR SPS**

Les missions du Coordonnateur SPS sont celles définies par les dispositions fixées par le décret d'application n°94-1159 du 26/12/1994 de la loi n°93-1148 du 31/12/1993

### 3. MESURES DE COORDINATION DE LA SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

#### 3.1. INSTALLATION COMMUNE ET MISE EN PLACE DU CHANTIER

##### INSTALLATION DE CHANTIER

Article	Objet	Réalisé	Entretenu	Utilisé
	Mise en place des réseaux nécessaires à l'établissement des installations destinées au personnel : téléphone, électrique, eaux usées, eau potable, aux abords immédiats du chantier.	MOA		
	Clôture de chantier / balisage des aires d'intervention	TCE	TCE	
	Sanitaires et WC	MOA	TCE	TCE
	Vestiaires / Réfectoire si nécessaire	TCE	TCE	TCE
	Électricité de chantier.	MOA	TCE	TCE
	Téléphone et moyens d'alerte Le téléphone de chantier sera le portable des entreprises en place.	TCE		

A partir du 10/04/2020, ces dispositions sont complétées par les préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction durant la crise sanitaire du COVID-19. Ces préconisations doivent être appliquées par les entreprises sur le chantier. La MAJ du guide est téléchargeable voir le lien au paragraphe « 5.5 MESURES EXCEPTIONNELLES COVID-19 ».

##### INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER

Le matériel hygiénique et d'entretien devra toujours être à disposition sur site.

#### 3.2. GESTION DES DECHETS

Article	Objet	Réalisé	Entretenu	Utilisé
	<b>Evacuation à l'avancement des déchets et gravats</b> Aucun stockage de gravats, non organisé, ne sera accepté tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du chantier. Les Cartons, papier, cartons emballages seront évacués par <u>l'entreprise qui les a amenés</u> , ceci sans délais et au plus tard le soir.	TCE		

Dans le cas où une des entreprises serait défaillante dans le nettoyage ou l'évacuation des déchets, Il serait demandé au Maître d'Ouvrage de faire exécuter ces travaux par une autre entreprise au frais de l'entreprise défaillante.

Le non-respect de cette évacuation par toute entreprise entraînera l'application des pénalités SANS PREAVIS et sur simple demande du maître d'ouvrage, Maitrise d'œuvre, OPC ou CSPS.

Le non-respect de cette évacuation par toute entreprise entraînera l'application des pénalités de 200 euros par jour calendaires sans préavis.

### **3.3. VOIES OU ZONES DE DÉPLACEMENTS HORIZONTALES**

#### **3.3.1. Zone de stationnement**

Il n'est pas prévu de zone spécifique réservée au stationnement des véhicules particuliers.

Les véhicules de livraison devront respecter les circulations, horaires, zones d'attente et zones de déchargement qui lui seront indiquées par le responsable trafic.

Les véhicules utilitaires camions, camionnettes doivent quitter l'emprise du site dès que le déchargement est terminé.

Le chauffeur d'un véhicule en cours de déchargement, se trouvant sur une circulation assujettie au passage de véhicules d'intervention pour la sécurité et les secours, se doit de rester dans son véhicule, afin d'évacuer celui-ci dès que cette manœuvre lui est demandée par un agent de sécurité ou de trafic.

#### **3.3.2. Gestion du trafic**

Chaque entreprise désigne un responsable trafic.

Cette personne organise, avec les éléments qui lui sont fournis par les entreprises titulaires et sous-traitantes, les arrivages de matériels et matériaux, afin d'éviter un afflux de véhicules entravant la sécurité du site et des circulations extérieures. Il s'assurera de la bonne circulation des véhicules sur le site et signalera à la Maîtrise d'œuvre les anomalies constatées. Il assure également le contrôle d'accès du chantier et signale au Maître d'œuvre et Coordonnateur SPS tout manquement à l'obligation du port d'autorisation d'accès.

#### **3.3.3. Voies de circulation horizontale**

Ces circulations doivent être utilisables par des véhicules et des piétons. Elles comporteront :

- a) Un nettoyage assuré quotidiennement.
- b) Ces zones ne doivent jamais être utilisées comme emplacement de stockage.
- c) Les traversées et circulations piétonnes seront balisées.
- d) Un fléchage des entrées et des sorties du chantier

### **3.4. LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS**

#### **3.4.1. Utilisation de nacelles, treuils, palans, etc.**

- a) L'utilisation de ces appareils doit apparaître à l'établissement du PPSPS avec le détail d'utilisation et de fixation.
- b) Un registre de sécurité propre à l'appareil doit être ouvert par l'entreprise utilisatrice.
  - a. Une réception par un organisme agréé doit être faite, avant la mise en service. Le PV de contrôle doit être communiqué au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS.
  - b. Tout conducteur d'une nacelle devra posséder le C.A.C.E.S. spécifique à la nacelle élévatrice utilisée, conformément à la directive de la CARSAT ainsi que l'autorisation de conduite du chef d'entreprise.

- c) Si ces appareils sont fixés à un relevé béton, à une poutre béton ou métallique, en sous face de dalle, etc., une note de calcul doit être faite et un accord de l'entreprise ayant réalisé l'ouvrage qui servira de support doit être obtenu.
- d) Si ces appareils sont déplacés et utilisés dans des conditions semblables, l'entreprise utilisatrice doit mentionner au registre les dates et lieux de montages et démontages. Ces opérations de déplacement seront réalisées par le même responsable et le registre signé par cette personne.

### 3.4.2. Manutentions manuelles

Les manutentions manuelles doivent être limitées à la charge de 35Kg maximum et figurer dans les PPSPS de chaque entreprise.

## 3.5. DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

### 3.5.1. Zone de stockage

Des zones de stockages extérieures seront affectées aux entreprises, en fonction des surfaces disponibles.

Ces emplacements seront matérialisés sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise titulaire d'une zone de stockage est totalement responsable de sa zone.

Elle doit en assurer : le nettoyage, le balisage, la sécurité, afin d'éviter un basculement ou un effondrement, la protection contre les intempéries, l'envol inopiné des protections...

Ces stockages ne doivent pas comporter de matières inflammables.

## 3.6. PROTECTIONS COLLECTIVES ET ACCES PROVISOIRES

### 3.6.1. Protections collectives

Les protections collectives seront étudiées avec le coordonnateur, elles seront efficaces et permanentes. Leur entretien sera assuré par l'entreprise désignée.

Ces protections collectives seront du type échafaudages, garde-corps conformes et passerelles (montées suivant la notice du fabricant).

Les échafaudages respecteront le montage préconisé par le fabricant, seront stables et empêcheront les chutes vers l'extérieur. Ils seront ancrés suivant la réglementation, (aide-mémoire du BTP) et assemblés suivant la notice technique du fabricant. Dans certains cas de grande hauteur ou de charge ils feront l'objet d'un calcul et seront vérifiés par l'entreprise après montage. Ils seront stabilisés, maintenus ou soutenus. (Ce calcul sera transmis au CSPS)

Les échelles seront attachées et stables et devront dépasser d'un mètre.

L'ensemble de ces sécurités et protections collectives devra être en bon état, fixé solidement et stabilisé. Fiches techniques **OPPBTP B1 à B6 et documentation CARSAT.**

Les protections provisoires des ouvertures, trémies devront impérativement être maintenues en place pendant toute la durée des travaux et ce jusqu'à la mise en place des protections définitives.

**Le non-respect de ces mesures sera considéré comme une situation aggravante en termes de risque et entraînera, soit des pénalités, soit l'intervention d'une entreprise extérieure, qui procédera à la mise en conformité, à charge du contrevenant.**

L'ensemble de ces sécurités et protections collectives devra être en bon état, fixé solidement et stabilisé. **Fiche technique OPPBTP D1**

**Le non-respect de ces mesures sera considéré comme une situation aggravante en termes de risque et entraînera, soit des pénalités, soit l'intervention d'une entreprise extérieure, qui procédera à la mise en conformité, à charge du contrevenant.**

Les solutions collectives seront prioritaires sur toutes les solutions individuelles.

### **3.6.2. Échafaudages**

Tous les échafaudages seront conformes aux réglementations et normes en vigueur.

Tout matériel non révisé et ne pouvant assurer son rôle par manque de garanties de mise en sécurité du personnel sera immédiatement interdit d'accès et évacué du site.

Il ne sera pas admis sur le site de montages mixtes de moyens d'élévation (assemblage de matériel de plusieurs marques d'échafaudages).

Les échafaudages tubulaires seront obligatoirement montés par des équipes spécialisées et compétentes et contrôlés avant utilisation suivant une procédure de type "contrôle externe" (vérification formalisée par un P.V. et effectuée par un spécialiste ne faisant pas partie de l'équipe de montage). A défaut, le coordonnateur SPS pourra exiger la vérification par un organisme agréé.

La charge maximale pouvant être posée par plateau sera OBLIGATOIREMENT inscrite de manière visible sur chaque échafaudage afin d'en informer chaque utilisateur.

Chaque entreprise utilisatrice de l'échafaudage se doit de vérifier le bon affichage du PV de réception AVANT toute utilisation.

### **3.6.3. Protections des circulations de personnel**

La circulation des tiers et occupants dans le bâtiment doit se faire librement. Pour cela, les consignes suivantes doivent être respectées :

1. Balisage pour les évacuations du site et affichage du plan d'évacuation.
2. Stockage de matériel interdit dans les circulations et couloirs
3. Portes de sas non fermées à clé et équipées de moyens antipanique
4. Nettoyage des circulations et contrôle permanent de la bonne tenue des protections
5. Libre circulation pour accéder aux postes de travail
6. Protection contre les chutes d'objet, au droit des façades et parois grandes hauteurs, par des auvents de protection.

### **3.6.4. Détermination des responsabilités**

- a) Chaque entreprise est responsable de la mise en place des protections nécessaires à la sécurisation de ses travaux.
- b) Il est rappelé à toutes les entreprises que leur responsabilité est pleinement engagée, en cas d'intervention d'un de leur salarié sur un emplacement mal protégé.
- c) Dès que l'entreprise devant intervenir dans la zone protégée dépose ou modifie la protection, elle devient responsable de la sécurité. Elle se doit de :
- d) Remettre en place elle-même la protection qui a été déposée pour son intervention.
- e) Mettre en place une nouvelle protection si son intervention nécessite une modification de la protection existante.
- f) Une protection des accès avec un auvent ou passage couvert sera réalisée à chaque fois que des travaux en élévation seront réalisés. Ces équipements spécifiques sont à la charge de

l'entreprise qui réalise les travaux en élévation. Ces protections seront impérativement décrites au PPSPS.

### **3.7. INSTALLATIONS ELECTRIQUES PROVISOIRES**

L'installation électrique devra être contrôlée périodiquement par un organisme de contrôle agréé. Les PV correspondants seront communiqués au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS.

#### **3.7.1. Installations électriques**

Les installations électriques de toutes natures doivent dans toutes les parties être conçues et établies en fonction de la tension qui détermine leur classe. Elles devront présenter un niveau d'isolement approprié à la sécurité et être protégées au moyen de protections différentielles sensibles au courant de défaut, les protections de circuits terminaux (à l'exception de ceux alimentant la grue) étant assurées par des dispositifs de coupure dits « à haute sensibilité », comme préconisé par la note technique SEC-EL n° 14 du 10 mars 1971.

Toutes les prises de courant seront reliées au circuit de « terre ». L'utilisation de ces installations sera rigoureusement définie et contrôlée.

Les différents équipements portatifs des entreprises seront raccordés sur les coffrets électriques implantés sur les différents niveaux. Ces coffrets seront espacés de façon à pouvoir utiliser des enrouleurs de 25m maximum. L'ensemble des prises de ces coffrets électriques sera protégé par des disjoncteurs différentiels de 30mA.

Chaque entrepreneur assurera l'alimentation de ses propres équipements, depuis ces coffrets jusqu'aux postes de travail avec du matériel conforme. L'entrepreneur d'Electricité pourra refuser le branchement à un autre entrepreneur ne disposant pas de matériel conforme.

Les installations seront complétées ou modifiées en tant que de besoin pendant l'évolution des travaux et jusqu'à leur réception.

#### **3.7.2. Registre de vérification et maintenance**

Le registre de vérification et de maintenance de l'installation électrique est tenu à jour et reste à la disposition des organismes de prévention sur le site.

### **3.8. MESURES PRISES EN MATIERES D'INTERACTION SUR LE SITE**

#### **3.8.1. Généralités**

a) Les travaux en superposition sont formellement interdits, en l'absence de dispositions particulières le permettant.

Les zones se trouvant dans cette situation sont gelées provisoirement ou équipées de protections lourdes adaptées aux risques (auvents, tunnels de circulation, etc..).

Ces travaux seront détaillés et explicités dans le PPSPS de l'entreprise concernée.

b) Les travaux dans les zones de grande hauteur font l'objet d'une description détaillée des moyens et de la méthodologie retenue pour l'exécution des tâches dans le PPSPS.

Il ne sera autorisé aucun travail sans ce préalable.



### 3.8.2. Permis de feu

Chaque entreprise devant faire un point chaud, soudure, meulage, étanchéité etc. doit signer un permis feu avec le maître d'ouvrage (ou personne compétente du site). Pour rappel un permis feu doit être effectué tous les jours pour chaque lieu d'intervention afin d'y déterminer les risques et les protections à mettre en place.

Il sera signé entre le Maître d'ouvrage en fonction et la procédure interne appliquée et par l'entreprise devant intervenir.

Toute intervention au chalumeau ou autre pouvant provoquer des risques incendie par conduction, devra IMPERATIVEMENT vérifier les risques de conduction possible AVANT intervention et de prendre les dispositions nécessaires en fonction des travaux à effectuer.

Tout point chaud devra être observé pendant 2 heures afin de s'assurer qu'aucune conduction thermique n'est en cours dans les parties mitoyennes au point chaud.

**Cette intervention est sous la seule responsabilité de l'entreprise qui est sachant et du maître d'ouvrage qui connaît les risques de son bâtiment existant et non du CSPS.**

Le CSPS devra recevoir une copie de ce permis feu pour information

### 3.8.3. Chutes d'objets

Il est de la responsabilité de tout entrepreneur de prévenir la chute d'objets pendant la réalisation d'une tâche par l'un de ses salariés.

Tous les moyens de préventions doivent être mis en place à cet effet : auvent, filet, platelage, plinthes sur échafaudage, dispositifs d'interdiction d'accès de la zone à risque, mise en sécurité de l'outillage individuel par dragonne...

### 3.8.4. Coactivité des tâches

- a) Toutes les dispositions doivent être prises, pour éviter la programmation de travaux en coactivité dangereuse.
- b) En situation de Coactivité, les mesures de protections doivent être prises par l'entreprise qui crée les risques et ceci en accord avec les entreprises environnantes (PPSPS).

Hormis les risques de chutes d'objets, il est nécessaire de prendre en compte les travaux de : flocage, sablage, utilisation de matières toxiques, explosives, soudure, travaux bruyants... S'il est constaté que les mesures prévues aux PPSPS ne sont pas respectées ou insuffisantes, une consigne d'arrêt immédiat sera signifiée à l'entreprise.

- c) Des risques de maladies professionnelles pouvant résulter de Coactivités, il est impératif que soient mis en place et détaillés dans le PPSPS les moyens de ventilation, de mise hors d'air, de prévention contre les bruits, la poussière, l'émanation de gaz ou vapeurs toxiques...
- d) Les risques particuliers de Coactivité rencontrés sur cette opération et qui feront l'objet d'une étude particulière dans le cadre de l'harmonisation des PPSPS sont :
  - intervention dans un site occupé.

## **4. LES SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTÉRIEUR OU A PROXIMITÉ DESQUELLES EST IMPLANTÉ LE CHANTIER**

### **4.1. GENERALITES**

Chaque entreprise a une obligation de balisage, de réduction des nuisances et du maintien propre pendant et après son intervention.

Des interférences en périphérie de la zone des travaux existent par la situation du chantier dans une cathédrale ouverte au public.

### **4.2. INTERFÉRENCES A PROXIMITÉ DU SITE**

#### **TRAVAUX**

La présence d'usagers, de tiers ainsi qu'une circulation de véhicules sera à prendre en compte dès le démarrage des travaux par l'entreprise.

Le maintien d'un passage piéton sécurisé sur toute la longueur de notre intervention est OBLIGATOIRE.

L'accès des piétons sera également maintenu en fonction de besoins. L'entreprise créatrice de cet obstacle est en charge de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour maintenir cette bonne accessibilité à chacun.

#### **TRAVAUX en site occupé**

La procédure du permis feu devra être appliquée (CF paragraphe ci-dessus)

### **4.3. RÈGLES PARTICULIÈRES DE SÉCURITÉ POUR CES TRAVAUX**

#### **Sécurité en dehors des heures travaillées**

Chaque soir et chaque fin de semaine, un responsable de l'Entreprise travaillant sur site, devra s'assurer que toutes les protections sont parfaitement en place (fermeture de la clôture de chantier / coupure électrique des installations / signalisations / protections collectives en place, etc.

Si nécessaire, un gardiennage du site en dehors des heures de travail sera demandé par le Maître d'Ouvrage.

Il est également impératif que soient conservés en permanence et maintenus en service :

- Les circulations d'accès des services de secours (extérieur et intérieur)
- Alimentation en eau des bornes d'incendie
- Alimentation en électricité des réseaux sécurité
- Voies d'évacuation des bâtiments
- Alimentation en eau sanitaire
- Éclairage / éclairage de sécurité
- Circuits de ventilation mécanique
- Évacuations EU/EP

Les entreprises concernées devront faire toutes les Demandes d'Intention de Travaux (DICT) auprès des Services concessionnaires, Services Techniques de la Mairie et la Maîtrise d'Œuvre, avant tout

début d'intervention de façon à vérifier systématiquement la présence de réseaux existants dans une zone proche des futurs travaux.

L'entreprise du Lot "Terrassement / VRD" devra faire ces demandes d'Intention de Travaux (D.I.C.T.) au minimum deux semaines avant le démarrage de ces travaux de terrassement. Elle communiquera au Coordonnateur SPS un double de ces demandes.

## **5. MESURES PRISES POUR ASSURER LA SALUBRITÉ ET LE BON ORDRE DU CHANTIER**

### **5.1. MESURES GENERALES**

Les entreprises tiendront le chantier et les zones mises à leur disposition dans un parfait état d'ordre et de propreté de façon à garantir la sécurité et la qualité requise pour ces travaux. Le nettoyage sera quotidien avec gestion et transport des déchets dans une décharge agréée.

L'Entreprise devra, dans le cas où ces consignes ne seraient pas tenues, faire nettoyer les lieux aux frais du défaillant.

### **5.2. CANTONNEMENT**

L'Entreprise devra prévoir dans son marché la fourniture des consommables (savon, essuie-mains, papier toilette, poubelles etc.)

Les locaux du cantonnement et les sanitaires seront nettoyés (au minimum chaque semaine) par du personnel désigné par cette entreprise.

### **5.3. RESEAUX DIVERS**

L'Electricité, l'eau et les réseaux d'évacuation (EU) semblent, à priori, disponibles à proximité des travaux.

### **5.4. CONTROLE D'ACCES**

L'entreprise consignera, au quotidien, sur un registre conservé dans le bureau de chantier, son effectif sur le site et la liste nominative du personnel présent au jour le jour.

Le Coordonnateur SPS et les organismes de prévention devront avoir accès en permanence à ce registre.

L'ensemble du personnel de chantier portera un signe distinctif sur un vêtement ou sur son casque afin de l'identifier

### **5.5. MESURES EXCEPTIONNELLES COVID-19**

A partir du 10/04/2020, les préconisations sanitaires de lutte contre la propagation du COVID-19 publiée par l'OPPBTP, lien ci-dessous, doivent être appliquées ».

<https://www.preventionbtp.fr/Documentation/Explorer-par-produit/Information/Ouvrages/Guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-la-construction-Covid-19>

## 6. PROCEDURES D'ORGANISATION DES SECOURS

### 6.1. CONSIGNES DES PREMIERS SECOURS

A afficher dans le bureau de chantier.

En cas d'accident, prévenir d'urgence :

- La gendarmerie locale,
- L'hôpital ou les Sapeurs-Pompiers,
- Le chef d'entreprise ou le responsable sécurité de l'entreprise de la victime,
- Le Coordonnateur SPS.

IMPORTANT → le responsable de l'entreprise devra prévenir de l'accident : l'inspection du travail, la CARSAT, l'OPPBTP, le Maître d'œuvre, le Maître d'Ouvrage et le Coordonnateur SPS le plus rapidement possible (maximum : 12 h).

### 6.2. MOYENS DE PREMIERS SECOURS

Sur le chantier, il doit y avoir en permanence :

- Au moins 1 (UN) titulaire du brevet de secourisme du travail pour 20 salariés toutes entreprises confondues,
- Une trousse de premiers secours facilement accessible et entretenue (dans le bureau de chantier et une trousse par entreprise),
- Un local abrité pour porter les premiers soins au blessé.

### 6.3. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

- Afficher la liste des secouristes du travail dans le bureau de chantier,
- Pouvoir identifier rapidement les secouristes (ex. : signe distinctif sur le casque),
- Prévoir en permanence un secouriste minimum sur le site pour 20 (VINGT) personnes.

### 6.4. CONDUITE A TENIR EN PRESENCE D'UN BLESSE

Protéger la victime à 2 niveaux :

Physiologique : En soustrayant la victime à une exposition prolongée à l'origine de l'accident ou pouvant aggraver son état. Toute manutention ne doit être qu'impérative et réalisée selon les conditions très spécifiques.

Psychologique : En mettant la victime à l'abri des « curieux » et des éléments pouvant la stresser.

### 6.5. LISTE DES SECOURISTES PAR ENTREPRISES

Chaque entreprise devra fournir au Coordonnateur SPS la liste nominative des secouristes du travail présents sur le site. Cette liste sera affichée sur le chantier (bureau de chantier).

Il devra y avoir en permanence un minimum de 1 (UN) secouriste sur ce chantier pour 20 (VINGT) personnes.

### 6.6. LISTE DU MATERIEL DE PREMIERS SECOURS PAR ENTREPRISE

Chaque entreprise devra avoir disponible sur le site le matériel de premiers secours à demeure comprenant au minimum (fiche prévention A5 F 02 10 OPPBTP) :

### **6.7. MESURES PREVUES POUR L'EVACUATION RAPIDE D'UN BLESSE**

Après avoir prévenu le CHU ou les pompiers et leur avoir expliqué clairement la situation de l'accidenté, le chef de chantier ou le secouriste devra :

- Envoyer quelqu'un au-devant des secours pour les diriger,
- Ne pas couper la communication avec les secours, attendre que le correspondant raccroche,
- Laisser quelqu'un auprès du téléphone avant l'arrivée effective des secours (sauf si téléphone portable).

### **6.8. AFFICHAGE OBLIGATOIRE REGLEMENTAIRE**

Consignes de sécurité

Les consignes de sécurité sur l'ensemble du chantier seront affichées dans le bureau de chantier et les vestiaires du personnel. Ces consignes seront lisibles par tout le personnel travaillant sur ce chantier.

Rappel :

- 1° Liste des numéros d'appels d'urgence
- 2° Consignes de premiers secours
- 3° Les gestes de premiers secours
- 4° Liste des secouristes présents sur le chantier
- 5° Liste du personnel présent sur le site


 OPP BTP  
 Les professionnels du BTP

# En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

**Téléphonez au :**

**18**

**Pompiers**

**112**

**Centre d'appels secours**

**15**

**Samu**

**et dites...**

## **1 Ici chantier**

À (commune ou arrondissement) .....

N° ..... Rue .....

en face de .....

Téléphone

## **2 Précisez la nature de l'accident...**

(Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...)

... et la position du blessé (par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...)

... et s'il y a nécessité de dégagement.

## **3 Signalez le nombre de blessés et leur état**

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

## **4 Décrivez l'intervention du secouriste**

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

## **5 Fixez un point de rendez-vous** et envoyez quelqu'un à ce point

pour guider les secours.

## **6 Faites répéter le message.** Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant **leurs noms** doit **être affichée sur le chantier**. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou sur leur tenue de travail.



ATA 01 08

## 7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES

### 7.1. MODALITES D'ETABLISSEMENT ET DE VALIDATION DES PLANS PARTICULIERS POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)

Les PPSPS, établis suivant le Guide pratique OPPBTP, comporteront notamment l'analyse rigoureuse des processus de travail :

- a) Analyse détaillée des procédés et modes opératoires impliquant la sécurité et la santé des travailleurs,
- b) Définition des risques prévisibles en découlant,
- c) Définition des mesures de protections collectives retenues,
- d) À défaut, de façon exceptionnelle, définition des mesures de protections individuelles retenues,
- e) Définition des modalités du contrôle de l'application des mesures de prévention,
- f) Définition des modalités du contrôle de l'entretien des moyens matériels prévus, (grues, pelleteuse, monte-charges...),
- g) Mesures prises pour permettre les adaptations particulières (éventuellement nécessaires) des protections collectives.

L'analyse distinguera les risques induits :

- Par l'activité des autres entreprises,
- Par les caractéristiques du chantier ou de son environnement (circulation, exploitation dangereuse...)
- Par les processus de travail de l'entreprise elle-même vis-à-vis des autres intervenants.
- Par les processus de travail de l'entreprise vis-à-vis de ses propres salariés.
- L'entrepreneur utilisera le cadre ci-joint pour l'analyse des tâches, suivant la méthode des 5M, et établira une fiche pour toutes les tâches nécessitant une description précise de la méthode de mise en œuvre.
- Le PPSPS mentionnera également les modalités d'accueil sur le chantier du personnel (y compris le personnel intérimaire et les travailleurs indépendants).
- L'entrepreneur titulaire, chargé du lot Gros œuvre , ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers adressent avant toute intervention leur PPSPS à l'Inspecteur du Travail, à la CARSAT et à L'OPPBTP accompagné, s'ils sont déjà donnés, des avis du médecin du travail et du CHSCT (ou Délégués du personnel).
- Ils adressent également les exemplaires nécessaires au coordonnateur SPS pour diffusion aux autres entreprises sur ses demandes au fur et à mesure des désignations.

Un exemplaire à jour du PPSPS est tenu en permanence sur le chantier.

Les PPSPS peuvent être consultés par les membres du CHSCT (ou Délégués du personnel), le médecin du travail, les inspecteurs du travail, de la CARSAT et de l'OPPBTP.

En outre, l'entrepreneur tient le PPSPS constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail et le conserve pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

**RAPPEL IMPORTANT :**

La réalisation de l'inspection commune et la remise de son PPSPS constituent les préalables incontournables de tout début d'intervention de chaque entreprise sur le chantier.

Il importe, par conséquent, de les programmer au mieux en fonction de l'avancement global des travaux.

Pour ce faire, chaque entreprise informera le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS, le plus tôt possible, de la date de son début d'intervention et en tous cas au moins 15 jours à l'avance.

**7.2. GESTION DES SOUS-TRAITANTS**

L'attention des entreprises titulaires du marché est attirée sur le fait qu'elles devront prendre en compte les modalités décrites au 7.1 ci-avant et le délai de 30 jour prévu, afin de déposer en temps opportun auprès du Maître d'Ouvrage les dossiers de demande d'agrément pour permettre la réalisation de l'inspection préalable et la remise du PPSPS de leurs sous-traitants avant la date d'intervention prévue.

En tout état de cause, seuls les sous-traitants, préalablement autorisés par le maître d'œuvre et ayant diffusé un PPSPS (ou identifiés et intégrés dans le PPSPS de leur donneur d'ordre), peuvent intervenir sur le chantier

L'entreprise titulaire du marché devra communiquer à son sous-traitant le PGC ainsi que les mesures d'organisation générale qu'elle aura retenues (PPSPS, etc.)

Les modalités d'accueil des travailleurs indépendants sont identiques à celles prévues pour le propre personnel de l'entreprise.

**7.3. ELEMENTS CONSTITUTIFS DU DOSSIER DES INTERVENTIONS ULTERIEURES (DIUO)**

Les entreprises communiqueront en fin d'opération, en plus du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) et dans les conditions et formes demandées, tous documents " de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures (Accès - Notices des installations Techniques - etc.).